



Page 3

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5222 - Dimanche 15 novembre 2020 - Prix : 10 DA

844 cas et 14 décès en 24 heures

## Virus : léger repli des contaminations

Page 2

En cette période d'épidémie

# Les spécialistes appellent les diabétiques à plus de vigilance

Page 3

### Le temps de la deuxième vague

Par Mohamed Habili

**A**vec désormais plus de 860 nouvelles contaminations par 24 heures, force est d'admettre que l'Algérie n'est plus épargnée par la deuxième vague de Covid-19, à l'œuvre pour l'heure dans une bonne partie du monde, y compris dans notre région. Elle l'a été pendant plus longtemps que nos voisins, qui eux la subissent depuis un certain temps déjà. Il ne reste plus en Méditerranée que l'Egypte pour ne pas connaître une propagation accrue de la pandémie. Elle a été durement touchée au cours de la première vague, faisant d'elle le pays le plus atteint de la rive sud. Elle le reste d'ailleurs par le nombre cumulé des cas depuis le début de l'épidémie comme par celui des décès, trois fois supérieur à ce qu'il est en Algérie, par exemple. Dans notre voisinage immédiat, et au-delà en Europe, il n'en reste pas moins qu'elle semble être jusque-là le seul pays dont on puisse dire qu'il n'a pas subi de deuxième vague, ou alors de façon tellement douce qu'elle n'a pas donné lieu à un rebond spectaculaire. L'Algérie était dans la même situation jusqu'au retournement de ces derniers jours. Pourtant on ne peut encore dire qu'elle soit submergée par la deuxième vague, en comparaison des effets de cette dernière chez nos voisins des deux côtés de la mer.

Suite en page 3

### Des foyers de contagion subsistent malgré les mesures prises

# Coronavirus : ces clusters invisibles



PH/D. R.

La hausse des cas de Covid-19 affole la population, qui assiste impuissante à la flambée des contaminations et des décès malgré les mesures prises par les autorités publiques. Une tendance qui risque de perdurer encore en raison de clusters qui subsistent çà et là, et anéantissent les efforts fournis pour casser la chaîne de transmission de l'épidémie.

Page 2

Regards

Face à la pandémie Covid-19

## Pour un sursaut national

Page 2

Tizi-Ouzou

## Moh-Chérif Hannachi enterré en présence d'une foule nombreuse

Page 16

Arts plastiques

## Décès du peintre Mohamed Tahar Laraba

Page 16

Des foyers de contagion subsistent malgré les mesures prises

# Coronavirus : ces clusters invisibles

■ La hausse des cas de Covid-19 affole la population, qui assiste impuissante à la flambée des contaminations et des décès malgré les mesures prises par les autorités publiques. Une tendance qui risque de perdurer encore en raison de clusters qui subsistent çà et là, et anéantissent les efforts fournis pour casser la chaîne de transmission de l'épidémie.

Par Aomar Fekrache

Si le nombre de personnes qui portent la bavette et des commerçants qui veillent à la stricte application des mesures d'hygiène est visiblement en hausse, la situation risquerait d'échapper au contrôle à cause de foyers de contagion dus à l'ignorance et au laisser-aller.

Faut-il citer le cas des marchés informels qui continuent à se déployer sans le moindre respect des mesures de distanciation sociale. Au marché couvert Clauzel, à Alger-Centre, les mesures de prévention sont strictement observées par les commerçants, qui reçoivent régulièrement la visite des

agents de contrôle. Mais à l'extérieur, des dizaines de vendeurs à la sauvette, collés les uns aux autres, étalent à même le sol leurs marchandises. Traverser cette place est parfois impossible à cause du nombre important de clients, a-t-on constaté. Certains ne portent pas de bavettes et l'absence de distanciation physique est flagrante. Quelques-uns touchent la marchandise et la déposent, d'autres négocient longuement avec le vendeur, alors que des piétons jouent des



## Covid-19 à Sonatrach Maintien de la menace épidémique à un faible niveau, mais vigilance...

LA COMPAGNIE nationale des hydrocarbures Sonatrach est parvenue à maintenir la menace épidémique (Covid-19) à un faible niveau au sein de l'entreprise, et ce, grâce à l'application de plusieurs mesures, a indiqué son P-dg, Toufik Hakkar, exhortant les différents responsables à maintenir un haut niveau de vigilance pour protéger les travailleurs et l'outil de production. «Sonatrach, qui a dès l'apparition du Covid-19 pris la mesure de la menace pandémique, a mis en place une batterie de mesures réglementaires et de procédures pratiques pour endiguer la propagation du virus au sein de l'entreprise. Les résultats enregistrés sont globalement satisfaisants, notre groupe parvenant à maintenir la menace pandémique à un faible niveau», a souligné M. Hakkar dans une lettre adressée aux travailleurs de la compagnie.

Selon M. Hakkar, si les différents protocoles en cours permettent de prémunir relativement l'entreprise contre l'expansion de la menace pandémique, «cela n'est pas suffisant pour garantir une sécurité optimale, notamment si certains parmi nos collègues succombent au relâchement ambiant et ne prennent pas leurs précautions hors de l'entreprise». Il a, dans ce cadre, ajouté qu'il a été observé «la persistance d'un phénomène très dangereux» chez certains travailleurs qui rejoignent leurs postes de travail sans passer par le centre médical, alors qu'ils présentent des symptômes grippaux susceptibles d'être provoqués par une contamination au Covid-19, ou qu'ils ont été en contact avec des personnes de leur entourage ayant contracté le coronavirus.

K. L.

coudent pour se frayer un passage. Outre les marchés, il faut aussi à citer le cas du transport public qui continue à poser de sérieux problèmes. Si la situation est plus ou moins maîtrisée dans les bus et taxis réglementaires suite au durcissement des mesures anti-coronavirus par les services de sécurité, le transport clandestin demeure, lui, hors contrôle. Et pour cause, les automobilistes qui se sont convertis en «taxieurs» sont nombreux et détiennent désormais une bonne part du marché. «Contrairement aux taxis et aux bus, les clandestins n'hésitent pas à remplir leur véhicule pour mieux rentabiliser leur course», témoigne un citoyen qui a l'habitude de faire la navette Alger-Tizi-Ouzou. Ce constat s'applique pour pratiquement toutes les destinations à travers le pays. Mais le grand mal est dans les cités et les quartiers, voire les

villages et les douars, où des regroupements de jeunes et d'adultes rendent la contamination au virus inévitable. Loin des yeux des policiers qui veillent au grain dans les grands centres urbains, de jour comme de nuit de nombreuses personnes ne respectent la moindre mesure d'hygiène et rentrent chez eux, la conscience tranquille, exposant leurs familles et proches à un réel danger. «Certaines personnes continuent à croire naïvement que leurs cités ou villages sont sains. «Pourtant...», nous dira un autre citoyen. Face à l'explosion du nombre de cas enregistrés depuis plusieurs jours, le gouvernement a décidé de nouvelles mesures pour arrêter ce qui a été considéré par certains comme une «deuxième vague». Outre la réadaptation des horaires de confinement à domicile et le report de la rentrée universitaire et de la forma-

tion professionnelle, il a été décidé, entre autres, la prorogation de la mesure d'interdiction de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circoncision. Pourtant, au moment où l'on rédigeait cet article, des youyous fusaient d'un quartier limitrophe, à la place Audin à Alger-Centre. La veille, c'était un cortège nuptial qui était de passage au Télemly, au centre de la capitale. Jeudi,

un autre cortège a été arrêté par des policiers. C'est dire que des clusters potentiels sont provoqués par un incompréhensible laisser-aller. Mais le mal est plus profond. A Algérie-Poste, des retraités continuent à faire de longues chaînes pour retirer leurs pensions et la solution tant attendue pour régler ce problème, qui aggrave la crise sanitaire, tarde à venir.

A. F.

## 844 cas et 14 décès en 24 heures Virus : léger repli des contaminations

L'ALGÉRIE a enregistré 14 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, le même nombre qu'hier (14), portant à 2 139 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une légère baisse, avec 844 cas, soit 23 cas de moins par rapport au bilan d'hier (867), pour atteindre au total 66 819 cas confirmés.

R. N.

## Regards

Par Mourad Hadjersi

L'heure n'est pas à la polémique, elle est plutôt à la prise de conscience collective pour faire face à la pandémie et juguler sa propagation qui tend à devenir incontrôlable. Depuis deux semaines, les chiffres annoncés par les services sanitaires vont en courbe exponentielle et la peur commence à gagner une large frange de la population, notamment celle qui a vu où entendu la disparition d'un de leurs proches ou de leurs connaissances.

Le récent réaménagement des horaires de confinement nocturne ne semble pas donner les résultats escomptés, à telle enseigne qu'il est devenu sujet à dérision chez certains. Une sorte d'adaptation avec la fatalité s'est installée, un relâchement alarmant durant la journée qui est suivi par une inquiétude en début de soirée en scrutant les chiffres du ministère de la Santé. Cette aire d'inconscience devra s'estomper et vite au risque que la situation ne se rapproche de celle des pays qui, quotidiennement,

## Face à la pandémie Covid-19 Pour un sursaut national

comptent leurs morts par centaines. La situation est encore gérable, même si le nombre des cas signalés positifs au virus augmente de jour en jour, tant que nos services sanitaires arrivent encore à prendre en charge le flux des patients, reste que le débordement n'est pas à écarter si la tendance haussière se maintient, dans certaines wilayas, les hôpitaux sont à la limite de l'asphyxie, dans les deux sens, propre et figuré.

C'est de la prise de conscience du danger, d'un esprit de civisme et surtout de la responsabilité citoyenne que chacun de nous doit manifester à travers ses comportements face à cette pandémie meurtrière, c'est beaucoup d'efforts et un certain nombre de sacrifices dans nos besoins quotidiens qu'il faut savoir conjuguer pour arriver à limiter la propagation du virus et sauver les maximum de nos patients. Outre le port obligatoire de bavette, le respect scrupuleux des distanciations physiques, ce sont les déplacements inutiles et les attroupements familiaux ou autres pour petites activités

commerciales qu'il faut éviter, ne serait-ce que pour quelques semaines pour pouvoir «casser» cette chaîne de contamination.

Par ailleurs, c'est aussi aux pouvoirs publics de parfaire leur démarche dans la gestion de la crise, en accordant leurs «violons», en termes de mesures à prendre et surtout quant au discours développé dans la sensibilisation et l'information de l'opinion publique. Les chiffres contradictoires et les sources multiples qu'offrent les autorités ne font qu'accentuer le doute et la suspicion parmi la population sur la gravité même de la situation. Rien ne doit être laissé au hasard, tout doit être bien réfléchi et très bien exécuté, du sommet à la base, un gouvernement présent, maîtrisant son sujet et une population consciente, coopérative et appliquée dans l'exécution des recommandations sanitaires, c'est le défi des prochains jours, celui d'un «front intérieur» à consolider contre la pandémie parce que la santé des citoyens l'exige et le développement des enjeux externes, des dernières heures, l'impose.

M. H.

Agression militaire marocaine à El Guerguerat

# Le Président sahraoui annonce la fin de l'engagement au cessez-le-feu

■ La tension monte au Sahara occidental. Après l'intervention marocaine dans la zone d'El Guerguerat, au Sahara occidental, le président de la République arabe sahraouie démocratique, Ibrahim Ghali, a officiellement annoncé son désengagement de l'accord de cessez-le-feu signé en 1991 entre le Front Polisario et le Royaume du Maroc.

Par Louisa Ait Ramdane

Vendredi, aux premières heures de l'aube, le Maroc a mené une agression militaire dans la zone tampon d'El Guerguerat en procédant à l'ouverture de trois nouvelles brèches illégales en violation de l'accord de cessez-le-feu. Suite à cette attaque, le Président Ghali a annoncé officiellement, dans un décret présidentiel, la fin de l'engagement au cessez-le-feu signé entre les deux parties. Selon l'Agence de presse sahraouie (SPS), le Président Ghali, chef suprême des Forces armées, a indiqué que cette décision a été prise après que le Royaume du Maroc a violé l'accord de cessez-le-feu en attaquant, le 13 novembre 2020, des civils qui manifestaient pacifiquement devant la brèche illégale d'El-Guerguerat, et ouvrant trois autres brèches dans le mur militaire marocain en violation flagrante de l'accord militaire n° 1 signé entre le Front Polisario et le Royaume du Maroc, sous la supervision des Nations unies.

La même source a révélé que Ghali a instruit son état-major militaire ainsi que le Conseil de sécurité de prendre toutes les dispositions à ce décret présidentiel, entérinant une situation de guerre.

## L'Algérie déplore vivement les graves violations du cessez-le-feu par le Maroc

L'Algérie a réagi à l'intervention marocaine dans la zone d'El Guerguerat, au Sahara occidental, appelant à la cessation

immédiate de ces opérations militaires.

«L'Algérie déplore vivement les graves violations du cessez-le-feu enregistrées dans la zone d'El Guerguerat au Sahara occidental. Elle appelle à la cessation immédiate de ces opérations militaires, dont les conséquences sont de nature à affecter la stabilité de toute la région», écrit un communiqué du ministère des Affaires étrangères (MAE).

L'Algérie appelle les deux parties, le Royaume du Maroc et le Front Polisario, «à faire preuve d'un sens de responsabilité et de retenue, et au respect, dans son intégralité, de l'Accord militaire N°1, signé entre elles et l'ONU», est-il souligné.

Dans le même communiqué l'Algérie a déclaré attendre, en particulier, du Secrétaire général de l'ONU et de la Minurso, l'accomplissement scrupuleux de leurs missions, sans restrictions ni entraves, et dans l'impartialité qu'exigent les développements actuels. Et réitère son appel à l'endroit du Secrétaire général de l'ONU, en vue de la nomination, dans les plus brefs délais, d'un Envoyé personnel et la reprise effective des pourparlers politiques, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale de l'ONU et des Principes de la Charte.

## Appel au calme de Moscou

La Russie a déclaré qu'elle suivait avec une «grande inquiétude» les développements de la situation au Sahara occidental. Par la voix de son ministre des



PH/D. R.

Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, la Russie a exhorté à faire «preuve de retenue maximale et d'éviter de prendre des mesures qui pourraient aggraver la situation au Sahara occidental».

## La France appelle à la nomination rapide d'un nouvel Envoyé onusien

La France a appelé à tout faire pour éviter l'escalade au Sahara occidental à la suite de l'agression militaire marocaine à El-Guerguerat. Le ministre français des Affaires étrangères a souligné que «ces événements démontrent l'importance d'une relance rapide du processus politique, qui passe notamment par la nomination dans les meilleurs délais d'un nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies» en remplacement de l'ancien président allemand, Horst Kohler.

L'ONU «préoccupée»

L'ONU s'est dite, ce vendredi, préoccupée par les conséquences que pourraient avoir les derniers développements au Sahara occidental, affirmant que la Mission pour l'Organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) est «résolue» à mettre en œuvre son mandat.

## La Mauritanie appelle à la retenue

La Mauritanie appelle à la retenue et à privilégier la voie de la sagesse et de la raison, a souligné le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

«La Mauritanie exhorte tous les acteurs à préserver le cessez-le-feu et à rechercher une solution urgente et consensuelle de la crise, conformément aux mécanismes et modalités des Nations unies, solution qui préserve les intérêts des parties et épargne la zone davantage de conflits», ajouté le ministère.

L. A. R.

## En cette période d'épidémie Les spécialistes appellent les diabétiques à plus de vigilance

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le diabète, coïncidant avec le 14 novembre de chaque année, les diabétologues sont formels : «Les diabétiques doivent être plus vigilants que les autres car ils sont plus vulnérables aux complications du Covid-19». Comme chaque année, lors de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le diabète, les spécialistes des maladies chroniques sont revenus sur la hausse du diabète et ses complications, telles que les atteintes oculaires, l'insuffisance rénale, l'insuffisance cardiaque, l'hypertension artérielle et les affections du pied. Et en cette période d'épidémie mondiale de Covid-19, ils ont surtout sou-

ligné la nécessité de sensibiliser les diabétiques aux risques qu'ils encourrent. En effet, Rachid Malik, chef du service des maladies internes à l'hôpital Saadna-Abdel-Nour à Sétif, a mis en garde les patients diabétiques contre le coronavirus, car il les cible directement. Le Professeur a déclaré à Radio Sétif, à l'occasion de la Journée mondiale du diabète, que la majorité de ceux qui ont été contaminés par le virus étaient des diabétiques, obèses et souffrent d'hypertension. Il a ajouté : «Nous avons découvert scientifiquement que le Covid peut causer le diabète dans certains cas», et indiqué que, malheureusement, de nombreux patients diabétiques contaminés par le coronavirus ne

viennent à l'hôpital que quand c'est déjà trop tard. «Attention, vous êtes plus susceptibles d'être contaminés par le Covid-19. Marche tous les jours pendant au moins 30 minutes, portez vos masques de prévention, ne vous mêlez pas aux autres et mangez sainement», a-t-il conseillé. Il a également souligné que 15 % des Algériens sont diabétiques (sur 100 personnes, 15 sont diabétiques) c'est donc un constat qui fait froid dans le dos, dira ce professeur, ajoutant que «si nous continuons dans cette voie, officiellement 30 % des Algériens vont devenir diabétiques, selon les estimations de l'OMS». Critiquant les habitudes de consommation des Algériens, le

Professeur a assuré que «le sucre est utilisé et consommé de manière irrationnelle dans notre pays», appelant «à des mesures dissuasives du gouvernement pour faire face au phénomène». En outre, il a souligné la nécessité de procéder à la vaccination contre la grippe saisonnière, car elle peut protéger les diabétiques des complications de la grippe saisonnière mais aussi des complications du coronavirus. Il est à noter que, selon le site «La fédération internationale des diabétiques», le thème de la Journée mondiale du diabète en 2020 est «Le personnel infirmier et le diabète». La campagne vise à sensibiliser au rôle crucial que le personnel infirmier joue en soutenant les personnes

## LA QUESTION DU JOUR

### Le temps de la deuxième vague

Suite de la page une

Le fait en soi n'est cependant pas contestable. Il y a bien chez nous une deuxième vague, ainsi que cela ressort de la hausse marquée des infections quotidiennes, mais qui toutefois ne se traduit pas par une croissance exponentielle de celles-ci. Le rythme enregistré depuis une semaine d'une augmentation à raison d'une centaine de nouveaux cas par jour a même nettement décéléré ces trois derniers jours, ce qui laisse supposer qu'un plateau a été atteint se situant quelque part entre 800 et 900. On peut donc espérer qu'une décade est en train de s'amorcer, alors même que le couvre-feu rétabli dans les wilayas les plus touchées n'a pas encore pu, faute de temps, produire ses effets. Les jours qui viennent devraient nous éclairer davantage à cet égard. Mais d'ores et déjà on peut voir le décalage marqué qu'il y a entre la réalité relativement modérée de l'épidémie dans le pays, en tout cas qui est sans commune mesure avec ce qui se passe chez nos voisins, et l'alarmisme, pour ne pas dire le catastrophisme dont font preuve des médias, des journaux en particulier, dans le but évident de créer la panique, de faire croire que le pire est à venir, qu'il est inéluctable. On n'en trouve pas qui fassent dans cette veine y compris dans les pays où l'épidémie a explosé, où les systèmes de santé sont aujourd'hui plus près de la saturation que lors de la première vague. La réalité, telle du moins qu'elle se présente jusqu'à présent, c'est que la deuxième vague, bien que plus haute que la première, est néanmoins plus faible qu'ailleurs. Déferlant sur le même terrain, elle en subit les caractéristiques, qui elles n'ont pas changé. L'amplitude d'une oscillation physique n'est d'aucun effet sur sa période, sa propriété essentielle. La propagation d'une épidémie se déroule dans un milieu qui lui impose sa spécificité, son inertie, son impédance diraient les physiciens. La modération dont a fait preuve la première vague en Algérie se retrouvera nécessairement dans la seconde.

M. H.

atteintes de diabète. Le personnel infirmier représente 59 % du personnel de santé. En tant que membre hautement estimé de la communauté, il fait un travail remarquable pour soutenir des personnes vivant avec un grand nombre de questions de santé. Les personnes atteintes de diabète ou celles à risque de développer la condition ont besoin également de leur soutien.

Thininene Khouchi

## Wilaya de Tipasa Arrestation de trois individus soupçonnés d'être impliqués dans l'incendie criminel

**LES UNITÉS** de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale à Cherchell (Tipasa) ont arrêté trois individus soupçonnés d'être impliqués dans les incendies du week-end dernier, a indiqué un communiqué de la Gendarmerie nationale (GN).

«A l'issue des enquêtes menées par les unités de la brigade territoriale de la GN à Cherchell, suite à la vague d'incendies enregistrée dans la wilaya, occasionnant des pertes matérielles importantes, les éléments de ces unités ont arrêté trois individus soupçonnés d'être impliqués dans l'incendie criminel, dans deux affaires distinctes. La première, dans le territoire de la commune de Menaceur, a abouti à l'arrestation d'une personne, et la seconde dans le territoire de la commune de Sidi Amar a abouti à l'arrestation de deux individus».

Après parachèvement de l'enquête et de toutes les procédures judiciaires, «les suspects ont été déférés devant le procureur de la République territorialement compétent, qui a ordonné la mise en détention d'un suspect et le placement des autres prévenus sous contrôle judiciaire».

Afin d'éviter ces catastrophes, l'institution de la GN appelle tous les citoyens à «participer activement» à la lutte contre toutes les formes de criminalité, en signalant immédiatement tout acte criminel ou tout préjudice à l'intérêt public, et rappelle les moyens technologiques mis à la disposition du citoyen et à son service à travers la ligne verte de la GN (1055) et le site de pré-plainte et de télérenseignement (PPGN.MDN.DZ), ou en contactant l'unité la plus proche de la Gendarmerie nationale.

APS

ONU

# L'Algérienne Khalida Bouzar, nommée SG adjoint, directeur régional du PNUD

■ Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a annoncé, vendredi dans un communiqué, la nomination de l'Algérienne Khalida Bouzar au poste de secrétaire général adjoint et directeur du Bureau régional pour les Etats arabes, Programme de l'ONU pour le développement (PNUD).

Par Amina H.

**K**halida Bouzar succède à Mourad Wahba d'Egypte, qui est actuellement administrateur associé au PNUD, et Sarah Poole des Etats-Unis, qui est actuellement officier responsable du Bureau régional des Etats arabes.

M<sup>me</sup> Bouzar a été directrice régionale du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) pour la région du Proche-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Europe depuis 2012, où elle a établi et dirigé des programmes et des opérations à grande échelle.

Elle apporte plus de trente-cinq ans d'expérience en leadership au niveau international et national, dont 25 ans dans le système des Nations unies.

«Ses antécédents académiques, son expertise technique, son cheminement de carrière et ses intérêts couvrent un large éventail de questions de déve-



Ph/D. R.

veloppement, notamment le développement durable, le développement rural, l'environnement, le changement climatique, la migration, l'économie et l'industrie», met en exergue l'ONU.

L'Algérienne Khalida Bouzar

possède «une vaste connaissance de la région des Etats arabes, ainsi que des opérations au niveau mondial, régional et national des Nations unies et de ses institutions spécialisées, entre les politiques, les programmes,

la gestion et les opérations», souligne l'organisation onusienne.

Elle détient un doctorat en sciences de l'Université des sciences, Pierre et Marie Curie (Paris) et parle anglais, arabe et français.

A. H.

## Filière de céréaliculture à Oran

# Programme d'extension des terres irriguées à 3 000 ha

**L**a superficie des terres irriguées sera augmentée à 3 000 hectares à Oran lors de la saison 2020-2021, en vue d'accroître le rendement, a-t-on appris, hier, de la Direction des services agricoles (DSA).

Un programme, élaboré au cours de cette campagne agricole, cible l'irrigation d'une superficie de 3 000 ha réservés à la culture de céréales, notamment le blé dur et tendre, a indiqué Balache Farida, technicienne supérieure du service organisation de la production et appui technique.

La superficie irriguée au niveau d'Oran a atteint, lors de la saison écoulée, 1 000 ha répartis sur les régions d'Es-Sénia, Gdyl, Oued Tlélet et Tafraoui, notamment la plaine

de «M'léta», où les agriculteurs utilisent l'irrigation d'appoint, a-t-on fait savoir.

Au cours du mois d'octobre dernier, ont été approuvés trois dossiers de demandeurs d'un soutien pour du matériel d'irrigation par aspersion pour une superficie estimée à 60 ha, dont environ 50 ha au niveau de la plaine de M'léta et le reste dans la région de Gdyl.

Ce soutien octroyé par l'Etat vise à encourager les agriculteurs à utiliser le système d'irrigation d'appoint, sachant que le taux de soutien pour l'équipement d'irrigation est estimé à 50 % de la valeur totale de l'équipement, a-t-on souligné.

Par ailleurs, il est prévu, lors de la cam-

pagne labours-semences (2020-2021), le labourage d'une superficie totale de 52 688 ha dont 9 655 ha de blé dur, 4 300 ha de blé tendre et 1 475 ha, alors que la superficie réservée à l'orge est estimée à 27 258 ha, selon la Direction des services agricoles.

Pour le succès de cette saison, tous les moyens ont été mobilisés et les semences de céréales sont disponibles au niveau de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) d'Oran, estimées à 27 975 quintaux de blé dur et tendre et orge.

Pas moins de 4 761 qx ont été vendus à ce jour, a indiqué M<sup>me</sup> Balache, signalant que les engrais sont disponibles.

D. L.

## FAO

# Les pays en développement stimulent le commerce mondial des denrées alimentaires

**L**e commerce mondial des produits alimentaires s'est révélé résilient au cours de la pandémie de Covid-19, grâce au «dynamisme» des pays en développement, selon un nouveau rapport publié par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur son site web.

L'analyse indique que les pays en développement ont montré un «dynamisme» notable en soutenant les flux commerciaux de produits alimentaires à l'échelle internationale.

Les recettes d'exportation de ces pays ont augmenté de 4,6 % au cours du premier semestre de 2020 par rapport à la même période de l'année précédente.

Les pays en développement ont même réussi à augmenter

leurs recettes d'exportation, affirment les auteurs du rapport, notant toutefois un délaissement notable des denrées alimentaires à valeur élevée au profit des aliments de base.

Les marchés des céréales sont bien approvisionnés en 2020-2021, souligne le rapport, notant une influence du resserrement des marchés sur le prix du blé et une forte demande internationale pour les céréales secondaires et pour le riz.

La FAO a actualisé ses prévisions concernant l'offre et la demande de céréales.

La production mondiale de graines oléagineuses et de produits dérivés devrait atteindre un niveau record en 2020-2021, tandis que la demande croissante

laisse présager un resserrement

des marchés. La production mondiale de sucre recommence à augmenter en 2020, mais à un rythme plus lent que la demande, qui sera tributaire de l'application éventuelle de nouvelles mesures de confinement liées au Covid-19. La production mondiale de viande devrait diminuer en 2020, et ce, pour la deuxième année consécutive, en raison du ralentissement prévu des échanges et de la demande.

La production mondiale de lait devrait également augmenter en 2020, profitant des moissons favorables et de la résilience des réseaux de coopératives villageoises (qui continuent à collecter le lait malgré les difficultés logistiques rencontrées en Inde).

Le secteur de la pêche a souffert d'une baisse importante des

échanges commerciaux.

La production devrait diminuer en 2020 suite aux répercussions de la pandémie sur la demande, la logistique, les prix, la main-d'œuvre et la planification des activités.

La pêche de capture devrait probablement connaître un léger déclin et la production aquacole devrait diminuer pour la première fois depuis de nombreuses années.

Le rapport révèle que les conséquences de la pandémie sur le marché du poisson, notamment la baisse de la demande en poissons frais, a provoqué de «profonds bouleversements» qui devraient persister sur le long terme et favoriser l'innovation en matière de produits, des filières plus courtes et de

nouveaux circuits de distribution.

Quant à la filière des fruits tropicaux, elle a été fortement ébranlée par la pandémie de Covid-19, notent les auteurs du rapport. Le commerce mondial de l'ananas, de la mangue et de la papaye a diminué, parfois à un rythme à deux chiffres.

Les marges bénéficiaires de la production de fruits tropicaux subissent la pression liée aux perturbations causées par la pandémie et aux chaînes de valeur hautement compétitives, ainsi qu'à l'accroissement de la puissance commerciale des acteurs situés en aval, aux foyers de maladies des végétaux et aux conditions météorologiques défavorables, explique la même source.

Assia B.

## Gaz

# L'Algérie accueillera en 2023 le 7<sup>e</sup> sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du GECF

■ L'Algérie accueillera le 7<sup>e</sup> sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) à Alger en 2023, a indiqué, hier, le Forum sur son site web.

Par Salem K.

« Les ministres de l'Energie des pays membres du Forum ont examiné, lors de la 22<sup>e</sup> réunion ministérielle du GECF, les préparatifs du 6<sup>e</sup> Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du GECF et ont exprimé leur satisfaction quant aux progrès accomplis par le Qatar en tant qu'hôte de cet événement, qui doit se tenir à Doha le 18 novembre 2021. L'Algérie accueillera le 7<sup>e</sup> sommet du Forum à Alger en 2023 », a précisé la même source.

En outre, il a été décidé que la 23<sup>e</sup> réunion ministérielle du GECF se tiendra à Doha, dans l'Etat du Qatar, le 16 novembre 2021.

La réunion de jeudi dernier a réaffirmé sa « détermination à accélérer le rythme de la coopération pour accroître l'efficacité du GECF », a précisé le Forum.

Il a également reconnu « la résilience affichée par les pays membres dans leur tentative d'assurer le fonctionnement sans restriction de marchés du gaz libres et flexibles, ainsi que l'approvisionnement ininterrompu des clients, malgré de nombreux défis et une baisse des revenus ».

Cette réunion a évalué la dynamique actuelle de l'industrie du gaz naturel et reconnu que les fondamentaux qui conduiront la croissance projetée du gaz naturel au sommet du mix énergétique mondial restent inchangés, ajoute la même source.

Selon le GECF, le gaz naturel

est le combustible fossile qui connaît la croissance la plus rapide au monde et qu'il deviendra la principale source du mix énergétique mondial d'ici le milieu du siècle, augmentant sa part de 23 % aujourd'hui à 28 %.

Les ministres participants à cette réunion ont souligné que cette source d'énergie abondante et flexible « continuera à satisfaire les besoins énergétiques mondiaux croissants, ainsi que les exigences des trois piliers du développement durable, à savoir le développement économique, le progrès social et la protection de l'environnement ».

En outre, la réunion a souligné que le gaz naturel continuera d'être un tremplin vers le développement durable et la réduction des émissions des systèmes énergétiques.

Dans ses remarques liminaires, M. Attar a donné un aperçu de l'évolution de l'industrie gazière et souligné les impératifs stratégiques qui la feront progresser, ainsi que le rôle-clé du GECF en tant que plateforme unique de dialogue multilatéral entre les pays exportateurs de gaz et les pays consommateurs de gaz et l'industrie.

Pour sa part, le secrétaire général du Forum, Yury Sentyurin, a présenté le rapport de gestion du Secrétariat, mettant en évidence les différentes activités entreprises en 2020 et visant à concrétiser la vision inscrite dans la Déclaration de Malabo 2019, le Statut du Forum, sa Stratégie à long terme, le Plan de travail annuel et les programmes de travail



2019 et 2020.

Dans le domaine de la recherche, les ministres ont salué les réalisations de la création de l'Institut de recherche sur le gaz en Algérie.

La réunion a, d'autre part, approuvé la politique et les procédures pour les prix GECF.

Cette réunion a regroupé les ministres de l'Energie et les plus hautes autorités d'Algérie, de Bolivie, d'Egypte, de Guinée équatoriale, d'Iran, de Libye, du Nigeria, du Qatar, de Russie, de Trinité-et-Tobago et du

Venezuela, ainsi que d'Angola, d'Azerbaïdjan, d'Irak, de Malaisie et de Norvège comme pays observateurs.

Les chefs des administrations de l'énergie de l'Indonésie, du Mozambique, du Sénégal, de la Tunisie et du Turkménistan ainsi que les dirigeants de l'Eria, de l'IEF et de l'Opep, ont assisté à la séance d'ouverture en tant qu'invités du Forum.

La 22<sup>e</sup> réunion ministérielle a nommé le ministre des hydrocarbures, de Bolivie, Franklin

Molina Ortiz, président de la Réunion ministérielle pour 2021, et le ministre de l'Energie et des Industries énergétiques de la République de Trinidad et Tobago, en tant que président suppléant pour la même période. En outre, elle a nommé, M. Mohamed Hamel d'Algérie comme président du Conseil exécutif et Eng Angel Gonzalez Saltrou du Venezuela comme président suppléant du Conseil d'administration pour la même période.

S. K.

## Afrique

### Le niveau de réglementation du secteur électrique reste encore faible selon la BAD

Le niveau de régulation du secteur électrique africain est encore faible avec une performance inférieure à la moyenne, selon une étude de la Banque africaine de développement (BAD).

« Les cadres réglementaires de l'électricité des pays africains inclus dans l'échantillon, évalués par l'Index de régulation du secteur électrique en Afrique (ERI), sont à un faible niveau de développement. Le niveau moyen de régulation du secteur électrique en Afrique est faible avec un indice de 0,486 », précise la BAD dans sa 3<sup>e</sup> édition de ERI publié en fin de la semaine.

Cela est principalement dû à la faible efficacité des institutions mises en place qui enregistre un score de 0,393 contre 0,688 pour la mise en place du cadre réglementaire, et 0,545 pour l'activité des régulateurs, explique la même source.

Cette étude a évalué la réglementation nationale électrique

de 36 pays en se basant sur les cadres réglementaires mis en place (RGI), l'exercice par le régulateur de ses attributions (RSI) et l'efficacité des normes et institutions mises en place (ROI).

Les pays qui ont obtenu les meilleures performances sont l'Ouganda (0,801), la Namibie (0,655) et le Kenya (0,633), selon les données de l'Institution financière africaine.

Les pays comme l'Angola, l'Ethiopie, le Niger et le Zimbabwe ont avancé dans le classement en gagnant respectivement 24,10,9 et 15 places. Le Rwanda et le Sénégal ont par contre régressé respectivement de 6 et de 4 places en raison de l'affaiblissement de l'efficacité de leurs cadres réglementaires.

De manière générale, seuls 22 % des pays évalués ont une ROI supérieure à 0,500.

Pour améliorer ces performances, la BAD recommande une plus grande indépendance des régulateurs par rapport aux

gouvernements, aux acteurs du secteur régulé, ainsi que la dotation de ces institutions d'une autonomie financière.

En outre, le mécanisme de reddition de compte des régulateurs doit être amélioré et les méthodes de modification des tarifs électriques devront être plus prédictibles.

#### L'Afraa appelle à la reprise du transport aérien

L'Association des compagnies aériennes africaines (Afraa) a appelé les gouvernements et les parties prenantes à adopter une approche multisectorielle et pratique favorisant la reprise graduelle du transport aérien et des secteurs interdépendants.

Lors de sa 52<sup>e</sup> Assemblée générale annuelle, l'Afraa a aussi exhorté les compagnies aériennes à prendre des mesures spécifiques pour ren-

forcer leur résilience et sortir plus fortes après la crise de Covid-19 qui a mis à plat l'ensemble de la flotte africaine.

« C'est un moment charnière de notre histoire alors que nous visons à repositionner le marché du transport aérien africain vers la reprise et la durabilité », a déclaré Abderahmane Berthé, secrétaire général de l'Afraa.

C'est également le moment de traiter et de prioriser les défis auxquels sont confrontées les compagnies aériennes africaines qui entravent la croissance et la reprise des transporteurs sur le continent, a ajouté Berthé. Il a assuré que l'Association a lancé un portail interactif de partage des capacités pour fournir un accès aux services de pointe aux compagnies aériennes africaines, et développé un plan de relance autour de neuf piliers d'intérêt pour le secteur et un plan stratégique complet qui vise à aider l'industrie à répondre à ses

aspirations.

Au cours des travaux de l'Assemblée, les principales parties prenantes ont souligné l'importance des efforts coordonnés et d'une approche collaborative comme moyen d'assurer la continuité des activités.

Un appel a été lancé aux gouvernements et aux institutions financières de développement pour qu'ils continuent de soutenir l'industrie, compte tenu de la contribution stratégique du secteur aux PIB nationaux.

Dans une analyse complète des perspectives du secteur pour 2021, il a été noté que la reprise du trafic en Afrique devrait commencer par les marchés intérieurs. Les routes intra-africaines devraient suivre cet exemple, tandis que le trafic international devrait prendre plus de temps pour atteindre les niveaux d'avant la crise en raison d'un environnement opérationnel difficile.

Yanis Gh.

Ghardaïa/Protection civile

# Caravane de sensibilisation aux dangers du gaz en période hivernale

■ Une caravane itinérante de sensibilisation contre les dangers liés à l'inhalation de gaz en période hivernale, en particulier par l'utilisation des chauffages à gaz et les chauffe-bains, a été lancée hier par la direction de la Protection civile de la wilaya de Ghardaïa.

Par Meriem B./APS

Initiée par la direction générale de la Protection civile, cette caravane de sensibilisation vise à hisser le niveau de sécurité et la vigilance auprès des citoyens contre les accidents domestiques mortels causés par les fuites de gaz, notamment le monoxyde de carbone un gaz invisible, a indiqué le chargé de la communication auprès de la direction de la Protection civile de la wilaya.

Cette caravane itinérante sillonnera durant une semaine les treize communes de la wilaya de Ghardaïa pour inculquer aux citoyens «la culture de la vigilance» afin d'éviter les intoxications liées à l'inhalation de gaz due à

Direction générale de la Sécurité nationale

**La DGSN rappelle l'obligation de respecter les mesures régissant la vente de carburant**

LA DIRECTION générale de la Sécurité nationale (DGSN) a rappelé, vendredi, aux gérants des stations de vente de carburant, l'obligation de respecter les mesures régissant sa distribution afin de prévenir son utilisation à des «fins criminelles», après notamment les quantités saisies dans le cadre de l'enquête sur les derniers incendies ayant ciblé et touché le patrimoine forestier, indiquant un communiqué de la DGSN.

La DGSN «rappelle aux gérants des stations de vente de carburant l'obligation de l'observation des mesures régissant sa distribution afin de prévenir son utilisation à des fins criminelles et ce, à la lumière des quantités saisies récemment par les services de Police dans le cadre de l'enquête sur les derniers incendies ayant ciblé et touché le patrimoine forestier, causant des pertes en vies humaines et l'incendie de milliers d'hectares d'arbres», précise le communiqué.

O. N.

des dysfonctionnements des équipements de chauffage contrefaits, au défaut d'entretien des appareils de chauffage, a fait savoir Lahcene Seddiki.

Les animateurs de cette manifestation préventive auront comme mission de sensibiliser les citoyens à la vérification périodique de la défectuosité du matériel et de l'installation ainsi que les bouches d'aération des espaces équipés en chauffage à gaz ou chauffe-bains, a-t-il expliqué.

Cette campagne ciblera, outre les collégiens et lycéens, en tant qu'intermédiaires sociaux dans la propagation de consignes nécessaires sur le bon usage du gaz naturel ou butane, mais également l'ensemble des citoyens par l'organisation des petites rencontres de vulgarisation de proximité, la situation sanitaire de pandémie de coronavirus oblige, la distribution de dépliants portant sur des informations et les précautions à prendre contre le mauvais usage du gaz et des équipements électroménagers contrefaits, a-t-il précisé.

Pas moins d'une quinzaine de personnes ont été victimes d'inhalation de gaz de monoxyde de carbone dans la wilaya de Ghardaïa depuis le début de l'année en cours, dont trois ont succombé à cette intoxication.

## Covid-19 : intensification des mesures de prévention à travers les espaces publics

Des mesures de prévention et de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19)



Ph. : D. R.

ont été intensifiées hier à travers les espaces publics, dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on constaté.

Les efforts des autorités (Police, Gendarmerie nationales et Protection civile) sont centrés notamment sur la sensibilisation et le contrôle du respect des gestes barrières et des mesures à prendre pour éviter la propagation de la pandémie dans les espaces commerciaux, hôtels, cafés ainsi que sur les routes nationales.

Les services de la Protection civile, appuyés par les éléments de la Gendarmerie et de la Sécurité nationales, ont entamé une vaste campagne de sensibilisation sur la prévention de la propagation du coronavirus (distanciation de sécurité avec les clients, port de masques, respect des mesures d'hygiène).

L'accent est mis sur l'importance de redoubler d'efforts en

matière de sensibilisation des habitants des différentes localités de la wilaya aux dangers du Covid-19 et à la nécessité de se conformer strictement aux mesures imposées par les pouvoirs publics visant à limiter la propagation du virus, a indiqué le chargé de la communication de la Protection civile, Lahcene Seddiki.

Des véhicules de ces corps constitués utilisent des haut-parleurs et mégaphones pour exhorter la population au respect des gestes barrières et d'éviter les attroupements inutiles dans la rue et espaces publics.

Des mesures renforcées sont entrées en vigueur, en particulier le port obligatoire du masque buccal dans les administrations et les endroits à forte fréquentation, comme les marchés, les rues commerçantes, les hôtels, les restaurants et les cafés, l'in-

terdiction d'accès aux administrations et services publics sans le port de bavette et prise de température à l'entrée.

Des contrôles inopinés dans les transports en commun, les magasins, les lieux de prière, cafés, hôtels, sont effectués par les autorités compétentes afin d'inciter les citoyens à respecter les consignes de sécurité sanitaires pour préserver la santé publique.

Une vaste opération de désinfection des équipements et espaces publics à l'aide d'un mélange d'hypochlorite de sodium a été entamée dans les différentes localités de la wilaya, où des éléments de la Protection civile en combinaison pulvérisent à l'aide d'un dispositif et matériel les rues, les espaces publics, les bâtiments administratifs, les établissements scolaires et lieux de culte.

M. B./APS

## Accidents de la route

### 14 décès et 326 blessés durant les dernières 48 heures

Quatorze personnes ont trouvé la mort et 326 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas du pays, durant les dernières 48 heures, selon un bilan publié hier par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tiaret, avec 3 personnes décédées et 14 autres blessées, suite au renversement d'un bus de transport de voyageurs sur la RN N° 23, au lieu-dit carrefour Ain El Dehab, dans la commune et daïra de Sougar. Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de PC ont effectué, durant la même période, 49 opérations de sensibilisation à travers 14 wilayas (38 com-

munes) portant sur la pandémie Covid-19, rappelant aux citoyens la nécessité du respect du confinement ainsi que les règles de la distanciation physique, a ajouté la même source. Les unités de la PC ont effectué 91 opérations de désinfection générale à travers 18 wilayas (57 communes ont été ciblées), a ajouté la même source, relevant que ces opérations ont touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, à l'occasion de laquelle la PC a mobilisé pour les deux opérations 350 agents, 51 ambulances, 66 engins, ainsi que la mise en place d'un site d'hébergement destiné au confinement des citoyens à travers la wilaya d'El Taref.

Les éléments de la PC sont intervenus

pour prodiguer des soins de première urgence à 11 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles, à travers les wilayas d'El Bayadh, Naâma et Médéa. Les victimes ont été prises en charge sur les lieux puis évacuées vers les structures sanitaires.

Les unités de la PC ont enregistré 5 718 interventions, dans différents types, pour répondre aux appels de secours suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuation sanitaire, extinction d'incendies et dispositifs de sécurité, ainsi que des opérations de sensibilisation et de désinfection relatives au Covid-19.

Hani Y.

## Ancien cadre technique du quotidien «El Moudjahid»

### Ammar Belhimer au chevet de Dahmane Badroun

Le ministre de la Communication, porteparole du gouvernement, Ammar Belhimer, s'est rendu vendredi au chevet de l'ancien

cadre technique de l'imprimerie du quotidien «El Moudjahid», Dahmane Badroun, actuellement alité chez lui. «J'ai rendu visite ce jour à monsieur Dahmane

Bedroun, un pilier du quotidien «El Moudjahid» pour la publication duquel il a formé la première équipe technique à l'époque du plomb et de la typographie, en

septembre 1962», a écrit le ministre dans un communiqué. M. Belhimer a, par là même, souhaité «prompt rétablissement et une longue vie» au malade. R. N.

Depuis le début de la crise sanitaire Covid-19

# Le monde du livre en déficit économique

■ La crise sanitaire Covid-19, qui touche l'Algérie depuis le mois de mars dernier, a causé un déficit économique chez les librairies et éditeurs. En effet, la majorité des librairies sont désertes et les ventes très rares. Pour leur part, les maisons d'édition ne s'aventurent plus dans de nouvelles parutions, puisque même leur distribution connaît diverses lacunes en cette période de pandémie.

Par Abla Selles

Le monde du livre connaît un déficit remarquable depuis la parution de la pandémie en décembre dernier. L'Algérie, comme tous les pays du monde, connaît depuis le début de la pandémie de sérieux problèmes financiers au niveau des librairies comme au niveau des maisons d'édition. Il faut rappeler également l'annulation de l'édition 2020 du Salon international du livre d'Alger qui était une bonne occasion pour la commercialisation du livre, sachant qu'une affluence d'un public des quatre coins du pays est enregistrée chaque année. Ce déficit écono-

mique a poussé les éditeurs à chercher des solutions pour pouvoir s'en sortir.

En effet, les éditions Barzakh ont choisi d'organiser une braderie où des promotions allant jusqu'à 50 % sont proposées au public. Dernièrement, les éditions Apic et Koukou ont rejoint à cette initiative. Ces deux maisons d'édition, connues par la qualité et le choix des livres à éditer, ont été touchées par cette crise sanitaire. Les conséquences de cette dernière sur leurs revenus les a poussées à organiser des braderies et proposer elles aussi des réductions importantes. D'ailleurs, le taux des ventes est de plus en plus



de dégression et le monde de l'édition est bloqué. Les éditeurs touchés par cette crise affirment que la distribution de livres est pratiquement impossible avec la mise en place des mesures de prévention. Pour cette rai-

son, ils ont décidé d'annuler la majorité des livres programmés pour cette année.

D'autre part, les étals des librairies sont pleins de livres puisque l'affluence des clients est des plus faibles cette année.

Avec le stress du confinement, l'angoisse de la pandémie et la perturbation du monde de travail, le citoyen va très peu vers le livre. Il faut noter aussi que les moyens numériques attirent de plus en plus les Algériens. A. S.

## Carte linguistique amazighe en Algérie Un séminaire se prépare à Adrar

La carte linguistique amazighe en Algérie sera l'objet d'un séminaire qui se tiendra du 21 au 23 novembre en cours à Adrar, a affirmé le secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité, Si El-Hachemi Assad. Ce séminaire intervient en concrétisation d'un partenariat entre le HCA et l'Université d'Adrar et en application de recommandations issues de l'atelier scientifique organisé l'an dernier au niveau de cette Université, a-t-il précisé.

S'exprimant lors d'une rencontre d'information présidée mercredi soir à Adrar, M. Assad a indiqué qu'une pléiade de cher-

cheurs et d'académiciens en linguistique amazighe, en anthropologie et en littérature amazighe de 22 universités du pays, prendront part à la rencontre.

En marge du séminaire, sera organisé un atelier sur la toponymie amazighe qui appuiera les activités du séminaire dont les travaux feront l'objet d'une publication scientifique à distribuer aux bibliothèques.

Selon le SG du HCA, la rencontre vient consolider les acquis réalisés à l'actif de la langue et la culture amazighe,

aujourd'hui constitutionnalisées et confortées comme composantes de l'identité nationale, et enrichir le débat sur les facteurs de coexistence linguistique entre la langue arabe et la langue amazighe dans ses différentes variantes locales en Algérie.

De son côté, le recteur de l'Université d'Adrar, P. Noureddine Adjerfour, a retracé les étapes marquant le partenariat entre l'institution qu'il représente et le HCA, depuis la signature de la convention bipartite et la tenue à l'Université d'Adrar de

l'atelier scientifique sur la traduction de et vers la langue amazighe jusqu'à la suggestion par le HCA de localiser, à l'Université d'Adrar, le Comité scientifique de la langue amazighe relevant de l'Académie africaine des langues. Le prochain séminaire sur la carte linguistique amazighe en Algérie sera une opportunité de consolider cette composante de l'identité nationale algérienne, a-t-il estimé. Les participants auront à traiter de thèmes liés à la diversité de la carte linguistique en Algérie à travers

l'Histoire et de la carte linguistique amazighe, notamment dans ses variantes parlées en Algérie, ainsi qu'aux efforts de l'Etat visant la mise en place d'un cadre juridique garantissant la promotion de la langue amazighe. Les séminaristes aborderont les approches cognitives d'étude des variantes linguistiques amazighe en Algérie et la réalité et les perspectives de la diversité linguistique dans la recherche scientifique académique en Algérie, ont fait savoir les organisateurs. L. B.

## Promotion de la diversité des expressions culturelles Le 1<sup>er</sup> rapport de l'Algérie déposé

Le ministère de la Culture et des Arts a déposé le premier rapport périodique de l'Algérie sur la mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles pour la période 2005-2020, a indiqué un communiqué du ministère. L'élaboration de ce rapport, qui a

duré plus d'une année, a été supervisée par des cadres du ministère, des experts des ministères concernés, des artistes et des intellectuels, après de larges consultations lors d'ateliers de travail réguliers auxquels ont pris part des experts de l'Unesco, a indiqué la même source, précisant qu'un appui financier a été

accordé par l'Agence suédoise du développement et de la coopération. Le rapport met en avant «les réalisations, activités et projets du secteur de la Culture et des Arts en matière de protection et de promotion de la diversité culturelle», fruit des efforts de tous les membres du groupe de travail conjoint chargé de son éla-

boration. Ce rapport constitue «un mécanisme d'évaluation» pour le suivi des efforts de l'Etat algérien dans la mise en œuvre des politiques culturelles tel que stipulé dans cette Convention ratifiée lors de la 33<sup>e</sup> session de la Conférence générale de l'Unesco le 20 octobre 2005 et adoptée par l'Algérie en 2009. M. K.

Librairies

### Le Renaudot suit la ligne du Goncourt

PARMI LES AUTRES prix, certains ont suivi la ligne du Goncourt, comme le Renaudot, traditionnellement remis le même jour, ou l'Interallié, ainsi que le Goncourt des lycéens. Mais d'autres ont préféré maintenir leur date, et le Femina et le Médicis par exemple ont été remis respectivement les 2 et 6 novembre.

Les libraires ont le droit de vendre par correspondance ou de mettre à disposition sur le pas de leur porte des ouvrages précommandés. «En attendant, merci aux lecteurs de privilégier pour leurs achats de livres, le click and collect des librairies», a d'ailleurs souligné l'Académie Goncourt.

C. M.

## Malgré le confinement Le Goncourt 2020 sera remis le 30 novembre

Les commerces non essentiels, dont les librairies, pourraient rouvrir le 1<sup>er</sup> décembre, soit le lendemain de l'annonce du successeur de Jean-Paul Dubois.

Un beau cadeau pour les libraires et pour les éditeurs avant Noël. Le prix Goncourt, qui succédera à Jean-Paul Dubois, sera remis le 30 novembre, avec l'espoir que les librairies soient alors sur le point de rouvrir, a annoncé le jury ce vendredi. «Les académiciens

Goncourt se sont réunis ce vendredi 13 novembre au matin par visioconférence et, suite aux propos du Premier ministre de la veille, annoncent qu'ils proclameront le prix Goncourt 2020 lundi 30 novembre», a indiqué l'Académie Goncourt dans un communiqué.

La veille, Jean Castex a laissé entrevoir la possibilité d'une réouverture des commerces «non essentiels» à partir du 1<sup>er</sup> décembre ; les librairies en font évidemment partie.

Les jurés du Goncourt ont souhaité anticiper une issue heureuse pour les libraires. «Tous tiennent à ce que chacune et chacun puisse acheter des livres pour les fêtes de fin d'année. Cette date du 30 novembre, qui devrait précéder – enfin – la réouverture essentielle des librairies, permettra aux libraires d'être approvisionnés à temps», ont-ils précisé.

R. I.



Grande-Bretagne

# Le cerveau du Brexit quitte son poste de conseiller du Premier ministre

■ *Dominic Cummings, le très influent et controversé architecte de la campagne pour le Brexit, a quitté son poste de conseiller spécial du Premier ministre britannique Boris Johnson, a confirmé, vendredi soir, une source gouvernementale, victime de luttes internes.*

Par Mourad M.

Le conseiller devait partir avant la fin de l'année, mais il a été aperçu quittant dès vendredi soir Downing Street avec ses cartons, une source gouvernementale confirmant qu'il ne serait plus employé officiellement à partir de «la mi-décembre».

Son départ suit celui du directeur de la communication du 10 Downing Street et son allié du camp «Leave», Lee Cain, mercredi, victime de la lutte pour le pouvoir au sein du gouvernement.

Tous deux représentaient l'aile

de droite des Brexiteurs, prêts à une sortie sans accord de l'Union européenne. Leur départ intervient pendant la dernière ligne droite des négociations entre Londres et Bruxelles pour tenter de conclure un accord sur leurs futures relations commerciales après le 31 décembre.

Des députés conservateurs s'étaient opposés à la nomination de Lee Cain comme directeur de cabinet, de même que la fiancée de Boris Johnson, Carrie Symmonds, selon la BBC.

Dominic Cummings s'était fait de nombreux ennemis, y compris dans le camp conservateur,

depuis sa nomination avec l'arrivée au pouvoir de Boris Johnson en juillet 2019. Il a joué un rôle important dans sa victoire aux législatives anticipées de décembre, remportées haut la main par le conservateur.

Le poids considérable qu'il a pris auprès du Premier ministre, son approche combative et son désir de vouloir tout contrôler, selon la presse, a conduit à un climat de tension permanent au sein de l'exécutif et des conservateurs.

A couteaux tirés avec l'administration, en raison de son désir de refaçonner la Fonction publique, il est soupçonné d'avoir été à l'origine d'une série de limogeages d'assistants ministériels, accusés de ne pas défendre avec assez de vigueur la cause du Brexit.

«Les conseillers vont et viennent», a commenté, vendredi matin, le ministre des Transports, Grant Shapps, sur Sky News. «Il nous manquera, mais nous évoluons vers une phase différente», le Brexit et le déploiement de tests massifs durant la pandémie, que M. Cummings a contribué à mettre en place, touchant au but.

«Dans tous les gouvernements, il faut des gens qui secouent les choses et proposent des idées, c'est ce qu'il a été», a-t-il ajouté.

Ces bouleversements au cœur du pouvoir interviennent alors que le Royaume-Uni et l'Union européenne ont entamé un sprint final de négociations pour tenter d'aboutir à un accord commercial avant la fin de la période de transition post-Brexit le 31 décembre. Un «no deal» à l'issue de cette période, durant



PH. &gt; D. R.

laquelle les règles européennes continuent de s'appliquer, impliquerait le rétablissement de droits de douane et de quotas entre Londres et les 27, potentiellement dommageables pour des économies déjà fragilisées par la pandémie.

Selon le journal «The Times», Boris Johnson souhaite renouer un dialogue apaisé avec les députés conservateurs et adopter une approche «moins dogmatique» face à l'Union européenne. Certains y voient aussi une tentative de modérer sa ligne après l'élection du nouveau président américain Joe Biden, pro-Européen.

«C'est tout simplement faux», a réagi un porte-parole de Boris Johnson. «La position du gouvernement (...) est inchangée», a-t-il poursuivi : il veut un accord respectant «totalement la souveraineté du Royaume-Uni».

Pour le député conservateur

Bernard Jenkin, le départ de Dominic Cummings permettra de rétablir «le respect, l'intégrité et la confiance» qui «faisaient défaut ces derniers mois» entre les parlementaires et l'exécutif.

Dans l'opposition travailliste, le député David Lammy a estimé sur Twitter que le Brexiter aura eu «une des influences les plus néfastes de l'histoire moderne sur le gouvernement britannique», laissant derrière lui une culture d'«intimidation, de tromperie, d'hypocrisie et d'orgueil démesuré».

En mai, Boris Johnson avait volé au secours de son conseiller lors du scandale suscité par ses déplacements en plein confinement, alors interdits. Cette affaire, qui avait choqué l'opinion publique, avait embarrassé le dirigeant, déjà vivement critiqué sur sa gestion de la crise sanitaire.

M. M.



## Commentaire

Report

Par Fouzia Mahmoudi

Les élections municipales du début de l'année, qui ont coïncidé avec le début du confinement en France dû à la crise du Covid-19, ont été un véritable casse-tête pour le gouvernement qui a eu du mal à choisir une stratégie vis-à-vis de ce scrutin. Finalement, il avait été décidé de maintenir les résultats du premier tour, qui avait connu un taux de participation particulièrement bas et de reporter le second tour à la fin du mois de juin, alors que les contaminations dues au nouveau coronavirus ne cessaient de baisser. Le second tour avait d'ailleurs été marqué par un taux historique d'abstention et par la victoire surprise des écologistes dans de nombreuses grandes villes de France. Or, les élections régionales et départementales approchent à grands pas et avec elles la crainte de voir un nouveau scrutin marqué par l'abstention et par des contaminations. En effet, le gouvernement va soumettre au Parlement un projet de loi reprenant le report des élections régionales et départementales à juin 2021 préconisé dans un rapport commandé à Jean-Louis Debré, a annoncé cette semaine le Premier ministre, Jean Castex. Le Chef du gouvernement «déposera au Parlement, dans les toutes prochaines semaines, un projet de loi proposant ce nouveau calendrier électoral et les conditions d'organisation de ces scrutins, sur la base des propositions de l'ancien président du Conseil constitutionnel», indique Matignon dans un communiqué. Il s'agit d'«une option raisonnable» au regard de la situation sanitaire et politique, selon le rapport commandé par l'exécutif et remis vendredi 13 novembre par l'ancien président du Conseil constitutionnel, Jean-Louis Debré. Dans ce document élaboré après avoir réalisé une soixantaine d'auditions (partis politiques, présidents de chambres, associations d'élus...), Jean-Louis Debré invite le Premier ministre, Jean Castex, à rendre sa décision «à très bref délai, dès le début du mois de décembre 2020». Selon Matignon, un projet de loi devrait être ainsi présenté en Conseil des ministres entre le 2 et le 16 décembre. Jean-Louis Debré appelle aussi le Conseil scientifique à remettre au Parlement «un point de situation sur l'évaluation de la situation sanitaire avant la tenue des scrutins», sans que cela ne constitue «une clause de revoyure automatique». L'ancien ministre de l'Intérieur de Jacques Chirac suggère ainsi au gouvernement d'«envisager le développement du vote par correspondance ou par Internet», sans pour autant se prononcer en faveur de la mise en place de tels dispositifs. Le vote par correspondance, supprimé en 1975 notamment en raison de «fraudes massives» comme le rappelle Matignon, a trouvé de nouveaux défenseurs ces derniers jours dans le monde politique. Le gouvernement paraît partagé sur la question. Le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin s'est exprimé contre, mais son collègue Marc Fesneau (Relations avec le Parlement) a jugé vendredi que cette voie devait être «explorée». Il semblerait que les autorités françaises se préparent d'ores et déjà à devoir vivre avec le Covid-19 pendant encore une longue période de temps et commencent à adapter le fonctionnement même de l'État à la crise sanitaire. Les Français, eux, doivent aussi comprendre le signal envoyé et qui clairement leur indique qu'un retour à la normale prendra du temps, plusieurs mois et peut-être même quelques années, jusqu'à la diffusion totale d'un vaccin efficace qui stoppera finalement le Covid-19, dans les faits très peu létaux mais qui a la particularité de surcharger les hôpitaux et personnels hospitaliers. F. M.

## Afghanistan

### Le terroriste derrière l'attaque contre l'université de Kaboul capturé

Les forces afghanes ont capturé le «cerveau» de l'attaque du 2 novembre contre l'université de Kaboul où au moins 22 personnes, des étudiants pour la plupart, ont été tuées, a annoncé un haut responsable hier.

Au moins 27 personnes ont également été blessées lorsque trois hommes armés ont pris d'assaut l'université pendant des heures, allant de salle en salle à la recherche de victimes.

«Le cerveau de l'attaque de l'université de Kaboul a été arrêté», a annoncé le vice-président, Amrullah Saleh, sur sa page Facebook.

L'attaque, durant laquelle les trois assaillants ont été tués, avait été planifiée par un insurgé nommé Adil, selon M. Saleh.

Il avait été recruté par le

réseau Haqqani, a-t-il précisé, faisant référence à un groupe lié aux talibans, crédité des attaques les plus complexes.

«L'attaque a été menée afin de diffamer et de faire pression sur le gouvernement, ainsi que de lui donner l'air faible devant le peuple», a continué M. Saleh, sans donner le nom de famille de Adil. Le massacre a eu lieu en plein jour, alors que les violences n'ont fait qu'augmenter à travers l'Afghanistan ces derniers mois malgré l'ouverture de pourparlers de paix à Doha entre les talibans et le gouvernement en septembre. Adil, un ancien étudiant de la charia (loi islamique), venait de la province du Panjshir, mais sa famille vivait dans les environs de Kaboul, a expliqué M. Saleh, ajoutant qu'Adil «avait disparu depuis trois ans et, selon

des rumeurs, était parti s'enrôler pour la guerre».

Selon le vice-président, Adil a confessé durant son interrogatoire avoir reçu des armes du réseau Haqqani, auquel de multiples attaques sanglantes contre les forces étrangères et des civils ont été attribuées au fil des ans.

Peu après l'attentat, plusieurs hauts responsables ont accusé les talibans d'en être les auteurs.

C'est cependant le groupe État Islamique qui a revendiqué le massacre, alors que les talibans ont rejeté les accusations de M. Saleh.

Quelques jours avant l'attaque de l'Université, l'EI avait déjà revendiqué une attaque suicide près d'un centre éducatif à Kaboul, qui avait tué 24 personnes.





AGE de la CAF

## Le Sénégalais Senghor candidat à la présidence

LE PRÉSIDENT de la Fédération sénégalaise de football (FSF), M<sup>r</sup> Augustin Senghor, est candidat aux élections du président de la Confédération africaine de football (CAF), dont le vote se déroulera le 12 mars 2021 à Rabat, a annoncé, vendredi, l'agence de presse sénégalaise (APS), citant le journal «Sud Quotidien». Outre le patron de la FSF, trois autres candidats ont annoncé leur candidature : il s'agit du Sud-Africain Patrice Motsepe, de l'ancien président de la Fédération ivoirienne (FIF) Jacques Anouma, et du président de la Fédération mauritanienne de football (FFRIM) Ahmed Yahya. L'actuel patron de la CAF, Ahmad Ahmad, a décidé de briguer un nouveau mandat. La date de clôture du dépôt des candidatures a pris fin jeudi 12 novembre. L'instance dirigeante du football africain dévoilera les noms des candidats le 11 janvier 2021. Pour être valable, tout candidat doit obtenir le parrainage de trois fédérations membres de la CAF, dont celle de son pays. Il faut ensuite obtenir la majorité des voix lors de l'élection. Ahmad Ahmad avait été élu à la tête de la CAF en 2017, en remplacement du Camerounais Issa Hayatou.

JS Kabylie

## Rien de grave pour l'attaquant Hamroune

REZKI Hamroune, l'attaquant de la JS Kabylie, qui s'était blessé samedi dernier à Alger à l'occasion d'un tournoi amical de préparation, n'a finalement «rien de grave» et devrait pouvoir «repandre les entraînements dès le milieu de la semaine prochaine», selon la direction des Canaris.

«Hamroune a passé différents examens médicaux jeudi (IRM et échographie), qui n'ont rien révélé de grave. Il pourra donc reprendre les entraînements dès le milieu de la semaine prochaine, après avoir

observé quelques jours de repos», a ajouté la direction de la JSK dans un communiqué.

Un arrêt forcé qui a privé Hamroune de participer au match amical de son équipe, hier, contre l'Entente de Sétif, dans le cadre des derniers préparatifs avant le coup d'envoi de la nouvelle saison. Hamroune s'était blessé aux adducteurs samedi dernier, lors du tournoi amical Smaïl-Khabatou, et une douleur persistante à ce niveau l'avait empêché de reprendre du service jusqu'ici.

Judo

## Une formation d'éducateurs au profit des athlètes d'élite

UNE FORMATION d'éducateurs sportifs, à temps partiel ou plein, sera bientôt lancée par la Fédération algérienne de judo (FAJ) au profit de ses athlètes d'élite, «anciens et toujours en activité», a-t-on appris, vendredi, auprès de cette instance. Pour avoir le droit de postuler à cette formation, les candidats devront présenter un CV relativement bien étoffé, comportant, entre autres, «des résultats probants, lors de grands événements internationaux», comme les championnats du monde et les Jeux Olympiques. «Les judokas, anciens ou encore en activité, seront acceptés pour cette formation s'ils ont réussi à décrocher jusqu'à la 9<sup>e</sup> place aux Mondiaux et aux JO», a précisé

l'instance fédérale dans un communiqué.

Les internationaux n'ayant pas eu la chance de se qualifier pour ces deux grands événements planétaires peuvent eux aussi prétendre à la prochaine formation d'éducateurs sportifs, pour peu qu'ils aient obtenu de bons résultats sur le plan continental. En effet, «les judokas ayant réussi à décrocher un podium aux championnats d'Afrique, aux Jeux africains et aux Jeux méditerranéens seront également acceptés pour cette formation». En constante quête de développer la discipline, la fédération organise régulièrement des formations de ce genre, y compris pour le corps arbitral.

Tennis/ CAT Award 2020

## Ammari Mohamed honoré

LE SECRÉTAIRE général de la Fédération algérienne de tennis (FAT), Mohamed Ammari, a été honoré jeudi soir par la Confédération africaine de tennis (CAT) pour services rendus au tennis, a-t-on appris, vendredi, auprès de l'instance continentale. L'honneur lui a été rendu à l'issue des travaux de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) de la CAT pour la saison 2019, tenue en format virtuel en raison de la pandémie de nouveau coronavirus. «M. Ammari a été récompensé pour ses longs et loyaux services au tennis depuis plus de 40 ans, il a occupé les postes de vice-président et secrétaire général de la FAT avec une demi-douzaine de présidents depuis les années 70 jusqu'à nos jours. Il a participé à des dizaines d'AGA de l'ITF et de la CAT», a souligné la CAT. Selon la même source, Mohamed Ammari est considéré

comme le Wikipédia du tennis arabe et continental. «Il a été chef de la délégation algérienne à la plupart des Championnats d'Afrique qui ont eu lieu en Côte d'Ivoire et au Sénégal dans les années 80 et 90. Il possède des archives et l'historique du tennis africain et arabe qu'il compte éditer prochainement», a ajouté la CAT. L'AGO de l'instance continentale, dont les bilans ont été adoptés à l'unanimité, a enregistré la participation de 60 membres dont 43 délégués représentant 30 fédérations nationales africaines. Cette AGO, présidée par le Tunisien Tarek Cherif, patron de l'instance continentale, a été marquée par des interventions de l'Américain David Haggerty, président de la Fédération internationale de tennis (ITF) et l'Italien Luca Santilli, directeur exécutif de développement à l'ITF.

Equipe nationale

# Les Verts à pied d'œuvre à Harare

■ L'équipe nationale de football est à pied d'œuvre à Harare (Zimbabwe) où elle est arrivée avant-hier soir à bord d'un avion spécial, en l'absence de vols réguliers en raison de la fermeture des frontières avec la propagation du Covid-19.



Par Mahfoud M.

L'avion transportant la délégation algérienne a fait une escale technique à Yaoundé, au Cameroun, ce qui a permis aux joueurs de respirer quelque peu, vu que le voyage allait être exténuant. Le temps était pluvieux dans la capitale du Zimbabwe et cela risquait de compliquer encore plus la situation, étant donné que la pelouse du stade qui accueillera le match comptant pour la quatrième journée des éliminatoires de la CAN se détriorera encore plus. A rappeler que le National Sports Stadium

est resté fermé durant 16 mois pour rénovation et tout le monde craint que les conditions seront difficiles. C'est ce qui avait d'ailleurs amené le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, à proposer aux responsables de la Fédération zimbabwéenne de jouer la double confrontation face aux Warriors en aller-retour en Algérie, chose que ces derniers ont refusé, sachant que ce sera à leur désavantage. Les coéquipiers de Riyad Mahrez auront un peu plus de deux jours pour s'adapter aux conditions avant leur rencontre lundi 16 novembre à 14h (16 h, heure algérienne). En tout cas, le

sélectionneur national, Djamel Belmadi, fera le nécessaire pour motiver encore son groupe et tenter un autre exploit en ramenant les trois points qui permettront à l'EN de décrocher définitivement son billet qualificatif pour la phase finale qui aura lieu au Cameroun en 2022. Le driver des Verts sait ce qui l'attend lors de cette empoignée et souhaite que ses joueurs ne soient pas trop affectés par le voyage et la fatigue pour tenter de tromper l'adversaire qui avait donné le fil à retordre à son équipe dans les ultimes minutes de cette confrontation aller au stade 5-Juillet. M. M.

Ligue I (saison 2020-2021)

## Zetchi prêt à discuter un changement du système de compétition

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, s'est dit prêt à discuter avec les présidents de clubs de la Ligue 1 professionnelle, dont la majorité souhaite revoir le système de compétition à 38 journées. «Si la majorité des clubs souhaitent revoir le systé-

me de compétition, en adoptant un championnat à deux groupes, je suis prêt à en discuter. Je ne suis pas contre l'idée, mais nous allons aborder le sujet et voir les avantages et les inconvénients de cette formule. Je tiens à préciser qu'aucune décision n'a encore été prise. Jusqu'à preuve du contraire, un championnat à 38 journées est toujours de mise», a-t-il déclaré aux médias. Le patron de la FAF s'exprimait à l'aéroport Houari-Boumediene, peu avant le départ de la délégation de l'équipe nationale pour Harare à bord d'un avion spécial, en vue du match face au Zimbabwe, lundi prochain (16h00, algériennes), comptant pour la 4<sup>e</sup> journée (Gr.H) des qualifications de la CAN-2021 au Cameroun, reportée à 2022. Plusieurs clubs de l'élite ont proposé aux instances nationales du football un calendrier avec deux groupes de dix clubs chacun : (Centre-Est, Centre-Ouest) avec play-off et play-down, au lieu d'un championnat à 38 journées. Pourtant, la majorité des clubs profession-

nels avait opté pour un championnat à 38 journées, dans le cadre du changement du système de compétition pyramidal décidé par la FAF. La FAF a fixé au samedi 28 novembre le déroulement de la première journée du championnat, en présence désormais de 20 clubs au lieu de 16. Le début du championnat sera précédé d'une semaine plus tôt par le déroulement de la Supercoupe d'Algérie, opposant le CR Belouizdad à l'USM Alger au stade olympique du 5-Juillet. «Nous sommes en contact avec le ministère de la Jeunesse et des Sports qui, par le biais du ministère de la Santé, suit l'évolution de la situation sanitaire. La santé de nos joueurs et des supporters est le plus important. La position de la FAF a toujours été de retrouver la compétition, tout en appliquant le protocole sanitaire. Au jour d'aujourd'hui, la Supercoupe d'Algérie, prévue le 21 novembre, et le coup d'envoi du championnat, fixé au 28 novembre, sont maintenus», a-t-il conclu.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Arts plastiques

## Décès du peintre Mohamed Tahar Laraba

LE PLASTICIEN et musicien Mohamed Tahar Laraba est décédé dans la nuit de vendredi à samedi à Alger, à l'âge de 58 ans, des suites d'un malaise cardiaque, a-t-on appris auprès de son agent artistique et galeriste. Né en 1962, Mohamed Tahar Laraba est connu pour être l'un des maîtres du clair-obscur très fortement influencé par la peinture baroque et l'école hollandaise représentée par Rembrandt. Mohamed Tahar Laraba avait fait ses classes à la Société des beaux-arts d'Alger auprès de Abderrahmane Sahouli (1915-2011) qui l'avait également initié aux arts de la miniature et de l'enluminure. Artiste discret et d'une grande générosité, Mohamed Tahar Laraba a pris part à de nombreuses expositions collectives en Algérie et à l'étranger, en plus de quelques expositions individuelles dont l'une des dernières remonte à 2015 à la galerie d'art «Dar El Yasmine». En plus de ses projets artistiques et de son amour pour la musique, Mohamed Tahar Laraba était également investi dans la formation bénévole de jeunes talents artistiques. R. C.

Emigration clandestine par mer

## Démantèlement d'un réseau de passeurs à Oran

LES SERVICES de la Gendarmerie nationale à Oran ont démantelé un réseau de passeurs qui organisaient des traversées en mer pour des candidats à l'émigration clandestine et saisi de l'argent et du matériel utilisé à cet effet, indique, hier, un communiqué du Commandement de ce corps sécuritaire.

«Dans le cadre de la lutte contre le phénomène de l'émigration clandestine par mer et après l'ouverture d'une enquête approfondie, les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Canastel (Oran) ont démantelé un réseau de passeurs qui

organisaient des traversées en mer pour des candidats à l'émigration», souligne la même source. L'enquête a permis «l'arrestation de dix individus et la saisie d'une embarcation pneumatique dotée d'un moteur de 40 CV, de deux véhicules (un utilitaire et un touristique), d'une moto, d'une somme d'argent (plus de 300 millions de centimes en monnaie nationale et 215 euros), de neuf téléphones portables, de huit jerricans de gasoil de 30 litres chacun et d'un appareil de positionnement par satellite (GPS)», précise le communiqué.

M. L.

Dramaturgie

## L'Algérien Mustapha Bouri primé au «Doha Drama Award»

LE DRAMATURGE algérien Mustapha Bouri a été primé au concours «Doha Drama Award» consacré à l'écriture dramatique, dans la catégorie texte de théâtre pour son œuvre «Souvenirs d'un temps à venir», ont rapporté des médias qatari.

Le texte de Bouri relate le parcours d'une femme génie «Nanou», auteure d'un livre prophétique où il est question d'une pandémie à venir qui fera périr la majeure partie de la population mondiale, puis l'avènement de catastrophes, ensuite une guerre de «Nanou» qui exterminera une foule nombreuse de gens.

Comédien, metteur en scène et dramaturge, Mustapha Bouri compte à son actif plusieurs œuvres, dont «El Houch» et «Nina», adaptée d'une pièce bulgare. Les récompenses du prix Doha Drama Award, décerné par le ministère qatari de la Culture et des Sports, dans ses trois catégories (texte théâtral, scénario télévisuel et scénario cinématographique), s'élevaient à 100 000 USD chacune. Décerné tous les deux ans, ce concours a pour objectif, selon ses organisateurs, d'ouvrir de nouveaux horizons à la création arabe dans le domaine du drame en tous genres. R. C.

## Coronavirus: L'arme que tout le monde veut avoir



Djalou@hotmail.com

Tizi-Ouzou

## Moh-Chérif Hannachi enterré en présence d'une foule nombreuse

■ L'ancien président de la JS Kabylie, Mohand Chérif Hannachi, décédé vendredi à l'âge de 70 ans des suites d'une longue maladie, a été enterré hier dans son village natal d'Ighil n'Tazarth, dans la commune de Larbâa n'Ath Irathen, en présence d'une foule nombreuse.

Par Mahfoud B.

L'enterrement, qui s'est déroulé dans des conditions particulières liées à la pandémie de Covid-19, a été marqué par un respect relatif des mesures barrières dont le port du masque protecteur par la majorité des présents, même s'il était difficile d'observer la distanciation physique en présence d'une foule nombreuse composée de plusieurs figures du monde sportif particulièrement footballistique, de fans et de citoyens.

Pour une meilleure gestion des funérailles et de la foule qui a afflué de plusieurs wilayas du pays, dès la matinée, un comité d'organisation a été mis en place. Les présents ont suivi la dépouille jusqu'au cimetière pour rendre un dernier hommage à celui «qui a fait de la JSK un

club connu mondialement», selon plusieurs témoignages de personnalités et d'anonymes.

Mourad Karouf, ancien joueur de la JSK, a rappelé, pour sa part, que le défunt «a consacré toute sa vie à la JSK qui est devenue sa deuxième famille et s'est sacrifié pour elle. Il a tout fait pour que ce club se maintienne en première division et lui éviter la relégation».

L'ex-gardien de but Omar Hamenad, visiblement marqué par la perte de Moh-Chérif Hannachi, a exprimé la «forte douleur» qu'il ressent suite au décès de cet homme qui «a marqué de son nom le club», tandis que l'ancien attaquant Fawzi Moussouni a témoigné que le défunt a été un «bon dirigeant qui a œuvré dans l'intérêt du club afin qu'il puisse avancer».

Des membres de l'actuelle direction de la JSK, dont

Nassim Abderrahmane et le médecin des «Canaris», Djadjoua, le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, l'ancien patron de l'USM Alger, Saïd Allik, qui a rappelé le «patriotisme» de Hannachi, l'ex-dirigeant du MC Alger, Omar Gherib et de nombreux joueurs (anciens ou en activité), entre autres, Rabie Meftah, Walid Bencherifa, Lounès Gaouaoui, Hakim Meddane et Brahim Zafour, ainsi que de nombreux fans, étaient présents à l'enterrement.

D'abord ancien joueur de la JSK (1969-1983), Hannachi avait pris les rênes des «Canaris» en 1993. Durant son parcours en tant que président, il a remporté plusieurs titres sur la scène nationale et continentale, faisant de lui le président le plus couronné d'Algérie. Il avait quitté son poste en 2017.

M. B.

AG Ordinaire du COA

## Annulation du projet du Centre sportif «Olympafrica» à Tamanrasset

LES MEMBRES de l'Assemblée générale du Comité olympique et sportif algérien (COA) ont annulé à l'unanimité le projet de réalisation du Centre sportif africain «Olympafrica» dans la commune de Tazrouk (270 km au nord-est de Tamanrasset), hier à Alger, lors de la session ordinaire (AGO) de l'exercice 2019.

«Les membres de l'AGO ont

annulé à l'unanimité le projet de réalisation du Centre africain Olympafrica dans la commune de Tazrouk (270 km au nord-est de Tamanrasset), une structure qui est évaluée à 70 milliards de centimes, une enveloppe financière très excessive que l'instance olympique ne peut pas soutenir», a déclaré à l'APS Rabah Bouarif, secrétaire général du COA.

Le Centre sportif africain, qui s'étale sur une superficie de cinq hectares, comporte une piste d'athlétisme, un stade de football, des salles de sports spécialisées (basket-ball, handball, judo, karaté et autres), en plus d'une piscine de proximité, des pavillons administratifs, un centre d'accueil, devant servir également à la formation supérieure dans différentes disci-

plines sportives, selon sa fiche technique.

«Le gouvernement algérien a participé à hauteur de 8 milliards de centimes pour la réalisation de ce centre sportif, en plus de l'aide de l'Association des comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA) qui est estimée à 300 000 dollars, mais aucun centime n'a été débloqué jusqu'à ce jour. La

participation du COA est estimée à 6 milliards de centimes», a précisé Bouarif.

Pour rappel, les membres de l'AGO ont adopté à l'unanimité les bilans moral et financier 2019, le rapport du commissaire aux comptes ainsi que le programme d'activités pour 2020 et le budget prévisionnel de la même année.

M. B.